

Sommaire

La Chine annonce de nouvelles mesures pour attirer les investissements étrangers.....	1
L'UE s'accorde pour plafonner certaines importations agricoles de l'Ukraine	4
Les averses argentines sont « dommageables » pour le soja et le maïs, selon les analystes météorologiques.....	3
La FED voit toujours trois baisses de taux en 2024 malgré une inflation et une économie fortes	4
La Commission Européenne propose de taxer les céréales russes et biélorusses	5

La Chine annonce de nouvelles mesures pour attirer les investissements étrangers

Reuters.fr – 19/03/2024

Le gouvernement chinois a dévoilé mardi de nouvelles mesures visant à enrayer le ralentissement des investissements étrangers, notamment en élargissant l'accès à son marché et en assouplissant certaines réglementations.

Depuis l'abandon par Pékin de ses politiques ultra strictes de lutte contre le COVID-19 à la fin de l'année 2022, une certaine méfiance s'est installée parmi les entreprises étrangères vis-à-vis de l'environnement commercial, des perspectives de redressement économique et du climat politique chinois.

Dans un plan d'action, le Conseil d'État, dirigé par le Premier ministre Li Qiang, a déclaré qu'il réduirait la liste des secteurs dans lesquels les activités des investisseurs étrangers sont restreintes ou interdites, l'objectif étant d'attirer les entreprises étrangères en lançant des projets pilotes axés sur la science et l'innovation technologique.

La Chine élargira également l'accès des institutions financières étrangères aux secteurs de la banque et de l'assurance et augmentera la portée de leur participation au marché obligataire national, selon le plan détaillé publié par l'agence de presse officielle Xinhua.

"Les investissements étrangers constituent une force importante pour participer à la modernisation de la Chine et promouvoir la prospérité et le développement communs de l'économie chinoise et de l'économie mondiale", indique le gouvernement dans le plan.

Les investissements étrangers ont diminué de 11,7% en janvier par rapport à l'année précédente pour atteindre 112,71 milliards de yuans (14,42 milliards d'euros), selon les dernières données chinoises. En 2023, les investissements directs étrangers en Chine ont reculé de 8% en glissement annuel.

L'UE s'accorde pour plafonner certaines importations agricoles de l'Ukraine

lesechos.fr – 20/03/2024

C'est l'un des points sensibles mis en avant par les agriculteurs dans leurs revendications, en France comme dans certains des pays voisins. Les Etats de l'Union européenne et le Parlement européen se sont entendus, dans la nuit de mardi à ce mercredi, pour plafonner certaines importations agricoles ukrainiennes exemptées de droits de douane.

Les œufs, les volailles, le sucre, l'avoine, le maïs et le miel sont concernés au premier chef. Des plafonnements vont s'appliquer à eux dans le cadre de la reconduction pour un an, à partir de juin, de l'exemption de droits de douane accordée depuis 2022 à l'Ukraine dans le contexte de la guerre.

Calmer la colère des agriculteurs européens

Dans le détail, l'accord comporte désormais des « mécanismes de sauvegarde » ciblant des produits « particulièrement sensibles », dont certaines céréales mais pas le blé et l'orge comme le réclamaient les eurodéputés.

Le texte « prévoit un frein d'urgence pour la volaille, les œufs et le sucre », ainsi que « l'avoine, le maïs, les gruaux (préparation de grains dégermés, NDLR) et le miel », précise le Parlement européen dans un communiqué.

Le mécanisme plafonne de facto les volumes d'importation de ces produits aux niveaux moyens importés par l'UE en 2022 et 2023. Au-delà de ces seuils, des droits de douane seront réimposés. Le Parlement poussait cependant pour ajouter l'année 2021 dans les seuils de référence, ce qui n'a pas été retenu.

« Nous souhaitons que la référence soit les années 2021 à 2023 », a réagi ce mercredi le ministre de l'Agriculture français Marc Fesneau sur Franceinfo, estimant que « l'accord ne correspondait pas à la position française ». La prise en compte de l'année 2021, où les importations de produits ukrainiens étaient plus faibles, déclencherait beaucoup plus tôt l'introduction de droits de douane.

Marc Fesneau entend néanmoins pousser encore des amendements au texte, « on n'est pas du tout au point final », estime-t-il. La France regrette ainsi que le blé ne soit pas concerné par le mécanisme de sauvegarde à ce stade, et souhaite donc « une extension à davantage de céréales ». « Nous avons besoin de solidarité vis-à-vis de l'Ukraine, mais pas au prix de la déstabilisation des marchés », justifie le ministre de l'Agriculture.

L'Europe essaie de calmer la colère des agriculteurs européens qui accusent l'afflux de produits ukrainiens de plomber les prix locaux, notamment dans les pays riverains de l'Ukraine. Ils jugent que ces produits relèvent d'une concurrence « déloyale », faute de satisfaire à certaines normes concernant notamment la taille des élevages ou l'usage de produits phytosanitaires.

Ce dossier alimente tout particulièrement la colère en Pologne, où les cultivateurs mécontents bloquent ces dernières semaines des passages frontaliers avec l'Ukraine, comme avec l'Allemagne.

Période de référence

Pour répondre aux préoccupations, la Commission européenne avait proposé de reconduire l'exemption de droits de douane, mais en prévoyant « des mesures correctives » pouvant être rapidement adoptées en cas de « perturbations importantes » sur le marché - y compris si cela ne concerne qu'un seul Etat membre. Jeudi dernier, les eurodéputés avaient voté massivement pour réclamer d'étendre le « plafonnement » aux céréales (blé, orge, avoine, maïs) et au miel.

Les eurodéputés souhaitaient aussi calculer la période de référence sur la moyenne de trois années (2021-2023). Les organisations agricoles critiquaient le fait que le plafonnement proposé par Bruxelles corresponde aux volumes élevés des deux dernières années, à l'origine de la crise. Lundi, les ambassadeurs des Vingt-Sept avaient à leur tour ouvert la porte à des limitations sur certaines céréales.

Dans d'ultimes négociations, « les eurodéputés ont obtenu de la Commission l'engagement ferme d'agir en cas d'augmentation des importations ukrainiennes de blé », précise le Parlement. Et Bruxelles sera tenu d'agir « plus rapidement, dans un délai de quatorze jours au lieu de vingt et un jours (comme prévu initialement) si les seuils de déclenchement des mécanismes de sauvegarde sont atteints ».

Les averses argentines sont « dommageables » pour le soja et le maïs, selon les analystes météorologiques

Reuters.fr – 20/03/2024

Un nouveau front de fortes pluies sur les principales régions céréalières d'Argentine pourrait être "très dommageable" pour les cultures actuelles de soja et de maïs de ce pays d'Amérique du Sud et pourrait nuire à la production, selon une bourse locale des céréales et un expert météorologique.

L'Argentine, l'un des deux principaux exportateurs mondiaux d'huile et de tourteau de soja et le troisième pour le maïs, a connu jusqu'à présent ce mois-ci de fortes pluies bien au-dessus des niveaux normaux, renforçant dans un premier temps l'assèchement des sols, mais commençant maintenant à saturer les terres agricoles.

"Les pluies que nous recevons sont totalement inutiles et très dommageables au sud et à l'est de la province d'Entre Ríos, au sud de Santa Fe et au nord de Buenos Aires", a déclaré German Heinzenknecht, météorologue chez Applied Climatology Consulting (CCA).

Selon le Service Météorologique National (SMN), au cours des dernières 24 heures, le noyau agricole de l'Argentine a reçu entre 15 et 50 millimètres de pluie, et d'autres orages sont attendus pour toute la journée de mercredi. "Nous constatons un excès d'eau dans ces zones", a déclaré Marina Barletta, analyste à la bourse des céréales de Rosario, dans un rapport publié mercredi. "Il y a des endroits qui ont dépassé les 300 millimètres jusqu'à présent en mars et là nous voyons beaucoup de soja inondé."

Les précipitations tombent alors que les producteurs argentins ont récemment commencé à récolter le maïs 2023/24 et que la récolte du soja commencera dans les semaines à venir.

La bourse de Rosario estime la récolte de soja à 50 millions de tonnes et celle de maïs à 57 millions de tonnes. Mais le CCA et la bourse ont déclaré que les pluies récentes mettaient ces chiffres en danger. "Cela a un impact sur le développement des cultures, notamment dans les lots de soja", a indiqué la bourse de Rosario dans son rapport. Des retards dans la récolte du soja ainsi qu'une humidité élevée peuvent entraîner l'ouverture des gousses et la perte ou la germination des fèves à l'intérieur de la gousse.

En plus des pluies abondantes, certaines zones ont reçu de la grêle dans différentes parties de Buenos Aires au cours des dernières heures. Des photos partagées avec Reuters montraient des champs de maïs aplatis et de gros morceaux de grêle, certains de la taille d'œufs. "La grêle a tout détruit, nous avons environ 400 hectares avec des rendements phénoménaux de soja et de maïs, qui sont maintenant entièrement perdus", a déclaré un producteur agricole de la ville de Buenos Aires, 25 de Mayo, qui a requis l'anonymat. "La dernière tempête nous a laissé en ruines."

Pendant ce temps, la capitale argentine Buenos Aires et ses environs ont connu les plus fortes chutes de pluie dans la nuit et mercredi, avec plus de 100 millimètres en peu de temps, ce qui a généré des inondations et des destructions de toutes sortes.

Mercredi matin, différents médias ont montré des autoroutes sous l'eau, des voitures flottant le long des avenues et même un immense panneau publicitaire effondré au sommet d'un immeuble. Au plus fort de la tempête, les vols ont été annulés dans les deux aéroports de la capitale.

La FED voit toujours trois baisses de taux en 2024 malgré une inflation et une économie fortes

reuters.fr – 21/03/2024

La Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu mercredi ses taux directeurs inchangés, pour la cinquième fois consécutive, tout en indiquant qu'elle prévoyait toujours de les réduire de trois quarts de point de pourcentage cette année, malgré des prévisions plus modestes sur la baisse de l'inflation.

S'exprimant après la publication du communiqué de la banque centrale américaine, son président, Jerome Powell, a souligné en conférence de presse que les récents chiffres montrant une inflation élevée n'ont pas modifié le "narratif" sous-jacent d'un relâchement progressif des pressions sur les prix aux Etats-Unis.

Il a cependant ajouté que les données récentes n'avaient pas non plus renforcé la confiance de la Fed au point de dire que la bataille contre l'inflation était gagnée.

Dans son communiqué de politique monétaire, la Fed présente l'inflation comme toujours "élevée", et les projections économiques trimestrielles actualisées montrent que l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle (PCE) hors alimentation et énergie augmentera à un taux de 2,6% à la fin de l'année, contre 2,4% dans les projections publiées en décembre.

Cela n'empêche pas 10 des 19 responsables de la Fed de prévoir toujours une baisse du taux directeur d'au moins 75 points de base d'ici fin 2024, une prévision médiane fixée à ce niveau pour la première fois en décembre et maintenue malgré de récentes données montrant une inflation plus forte que prévu.

La Commission européenne propose de taxer les céréales russes et biélorusses

Reuters.fr – 22/03/2024

La Commission européenne a proposé vendredi de taxer certaines importations agricoles russes et biélorusses, afin de limiter les revenus de Moscou et de rassurer les agriculteurs européens.

Les droits de douane s'élèveraient à 95 euros par tonne de céréale et à 50% de la valeur marchande des oléagineux et pourront être mis en place une fois la proposition approuvée par les Etats membres.

"Nous proposons la mise en place de ces droits de douane pour limiter les risques croissants auxquels font face nos marchés et nos agriculteurs", a déclaré la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, dans un communiqué. Les importateurs de grains russes en dehors de l'Union européenne sont nombreux, et il appartient aux experts de déterminer laquelle de la Russie ou de l'UE souffrira le plus de la proposition européenne, a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov.

L'UE s'inquiète en effet d'une possible redirection des exportations de céréales russes vers le marché unique, qui déstabiliserait les marchés agricoles du bloc.

La Commission précise que la mesure limitera les profits que la Russie peut espérer de ses exportations de céréales, les ventes russes vers l'UE ayant atteint 1,3 milliard d'euros en 2023.

"Ces droits de douane prohibitifs rendront ces exportations non viables économiquement (...) et mettront également fin aux exportations russes illégales de grain ukrainien volé", a ajouté le vice-président de la Commission, Valdis Dombrovskis.

Le bloc n'empêchera toutefois pas le transit des exportations russes à destination de pays tiers, afin de ne pas perturber l'approvisionnement mondial.